

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

MESURES EN FAVEUR DE L'ESS

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe 1 : Désignation des 2 bénéficiaires PM'up ESS	11
Annexe 2 : Désignation du bénéficiaire TP'up ESS	13

EXPOSÉ DES MOTIFS

En septembre 2022, la Région a adopté sa deuxième stratégie de développement de l'Economie Sociale et Solidaire, écosystème stratégique de l'économie francilienne, tant pour la diversité des solutions qu'il propose que pour le rôle crucial de ses modèles sociaux et inclusifs sur les territoires.

Cette stratégie définit 3 axes prioritaires déclinés en 11 objectifs opérationnels, présentés à l'écosystème lors d'une conférence de lancement ayant rassemblé plus de 200 participants à la Région le 23 novembre 2022, et dont la mise en œuvre a démarré dès le dernier trimestre 2022 :

- Soutenir la croissance durable de l'ESS en Île-de-France : en soutenant les projets de développement des structures de l'ESS via nos aides économiques et dispositifs d'accompagnement, en investissant en fonds propres dans les projets de l'ESS, en facilitant l'accès des projets de l'ESS au foncier vacant ;
- Faire de l'ESS un partenaire clé de l'économie francilienne, en renforçant les actions de sensibilisation des acteurs économiques et d'interconnaissance entre écosystèmes, de coopérations concrètes entre ESS et entreprises, de promotion des achats et des recrutements inclusifs ;
- Mettre l'ESS au cœur des grandes transformations de l'économie francilienne, en accompagnant les transitions écologiques et numériques du territoire en s'appuyant sur les expertises développées par l'ESS ;

Ce rapport a pour objectif de renouveler une action stratégique, et de désigner de nouveaux bénéficiaires ESS des aides économiques PM'up et TP'up :

Les conventions proposées au vote intègrent les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1. Une affectation de 200 000 € visant à accompagner des collectifs d'entreprises au développement de la RSE territoriale et de l'ESS

Cette affectation de 200 000 € permet à la Région de poursuivre ses actions d'animation, d'accompagnement et d'évaluation dans le cadre de la stratégie ESS, et ainsi favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire et ses synergies avec l'économie classique. Des prestataires spécialisés seront à même d'appuyer la Région dans son agenda 2025-2026 avec :

- La poursuite de l'Accompagnement RSE & Inclusion qui permet à des dirigeants d'être accompagnés dans la consolidation, la structuration, et l'enrichissement de leur démarche RSE et inclusion. Déjà éprouvé auprès d'une 40aine de dirigeants et dirigeantes de TPE et PME, cet accompagnement a permis à ces entreprises d'engager plus de 100 actions en faveur de l'inclusion des personnes éloignées de l'emploi.

- La poursuite des sensibilisations auprès de grands entreprises & ETI, à la RSE territoriale et aux coopérations avec l'ESS. En 2025, quatre temps forts ont été dédiés à ces thématiques au sein du Club Grands Comptes francilien, réunissant des acteurs économiques majeurs autour de la coopération avec l'ESS.
- Le déploiement d'un programme "Filière & ESS", visant à consolider les structures de l'ESS dans des filières stratégiques pour la Région Île-de-France, notamment celle du numérique. Ce programme s'inscrit dans la continuité de la démarche "Industries Engagées" initiée en 2024, qui a bénéficié à 22 structures de l'ESS et a contribué à renforcer une filière productive à fort impact écologique et social à l'échelle régionale.

2. Attributions relatives aux aides PM'up et TP'up ESS

2.1. Désignation de 2 nouveaux bénéficiaires PM'up – ESS

Le rapport prévoit de désigner 2 entreprises au titre de PM'up pour un montant total 360 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 360 000 €.

2.2. Désignation de 1 nouveau bénéficiaire TP'up ESS

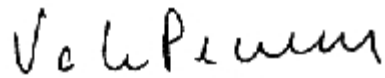
Le rapport prévoit de désigner 1 entreprise au titre de TP'up pour un montant total de 25 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 25 000 €.

Les listes détaillées des bénéficiaires PM'up et TP'up sont disponibles pour consultation au secrétariat général.

Pour permettre la réalisation des actions de ce rapport, il convient de procéder au transfert de 95 000 € d'autorisation de programme disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 633 « Développement touristique », programme HP633-005 « Fonds en faveur du tourisme », action 16300505 « Fonds en faveur du tourisme » vers le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme HP65-001 « Economie sociale et solidaire », action 16500101 « Soutien à l'économie sociale et solidaire »

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 20 NOVEMBRE 2025

MESURES EN FAVEUR DE L'ESS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 et par le règlement 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167/1 du 30 juin 2023 ;

VU le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) 2023/2832 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020, (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE L270 du 29 juillet 2021, et (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167 du 30 juin 2023 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code monétaire et financier ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up – Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-052 du 27 janvier 2017 Paris Région UP tome 1 mise en place et adaptation des aides INNOV'UP, PM'up et TP'up Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP'up et BACK UP ;

VU la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-273 du 22 juillet 2021 relative au soutien des territoires en matière de développement économique ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Ile-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2022-048 du 22 septembre 2022 relative à la Stratégie régionale pour l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-142 du 29 mars 2023 adoptant la Charte Francilienne pour l'engagement citoyen des entreprises ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2024-202 du 30 mai 2024 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2024-239 du 27 septembre 2024 relative au Soutien à l'ESS ;

VU la délibération n° CP 2024-344 du 15 novembre 2024 portant diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2025-245 du 25 septembre 2025 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de l'économie sociale et solidaire et des achats responsables ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-333 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Une affectation de 200 000 € visant à accompagner des collectifs d'entreprises au développement de la RSE territoriale et de l'ESS

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 200 000 € au titre de prestations d'accompagnement de collectifs d'entreprises au développement de la RSE territoriale et de l'ESS.

Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre 936 ' Action économique 'code fonctionnel 65' Insertion économique et économie sociale et solidaire' programme HP 65-001 'Économie Sociale et Solidaire', action 16500102 'Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire' du budget 2025.

Article 2 : Attribution de 2 aides PM'up ESS

Décide de participer, au titre du dispositif PM'up, au financement de 2 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de 360 000 €. Subordonne le versement de la subvention à la signature, avec le bénéficiaire, de la convention conforme à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2024-202 du 30 mai 2024 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 360 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme HP 65-001 « Economie sociale et solidaire », action 16500101 « Soutien à l'économie sociale et solidaire » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 : Attribution d'1 aide TP'up ESS

Décide de participer, au titre du dispositif TP'up, au financement de 1 projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de 25 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2024-202 du 30 mai 2024 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 25 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Désignation des 2 bénéficiaires PM'up ESS

Désignation des 2 bénéficiaires PM'up ESS

Raison sociale	Commune	Code postal	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Activité de l'entreprise	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
LES ALCHEMISTES	Paris, Présles-en-Brie	75012	Non	Autre	Les Alchimistes collectent et valorisent localement les biodéchets	150 000 €	11/04/2025	3
ECOD'AIR H	Paris	75018	Non	Eco-construction, ville durable et intelligente	Ecod'aire xerce une activité de reconditionnement de matériels informatiques	210 000 €	24/04/2025	3

Les Alchimistes – Paris 12 et Presles-en-Brie (Seine et Marne)

Les Alchimistes, labélisés ESUS, développe trois activités : traitement des biodéchets, innovation autour de couches 100 % compostables et sensibilisation. Elle collecte et valorisent localement les biodéchets pour recréer une boucle vertueuse « Aliments – Terre », avec l'ambition de traiter 10 % des déchets alimentaires. Elle emploie 48 salariés en Île-de-France. L'aide régionale (150 000 €) va permettre de renforcer les compétences, accroître les capacités de production et se diversifier. La création de 44 emplois est envisagée d'ici 2028

Ecod'Air H – Paris 18 et Villebon-sur-Yvette (Essonne)

Ecod'Air, labellisé ESUS, est un acteur de l'insertion spécialisé dans le reconditionnement informatique. Il dispose de deux sites de production en Ile-de-France, un situé à Paris l'autre à Villebon-sur-Yvette. Elle emploie 150 salariés en Île-de-France.

L'aide régionale de 210 000 €, doit permettre d'accompagner la structuration groupe de l'organisation : diversification de l'activité, augmentation des capacités de production, transition numérique de l'organisation. Le projet doit conduire à la création de 10 postes dont 6 en insertion.

Annexe 2 : Désignation du bénéficiaire TP'up ESS

Désignation du bénéficiaire TP'up ESS

Raison sociale	Commune	Code postal	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Activité de l'entreprise	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
CLIC&MOI	75008	PARIS	FAUX	Numérique, industrie de la donnée et industries créatives	Transition Structuration de l'activité et accélération du développement commercial de Clic&Moi	25 000 €	12/07/2025	2

CLIC&MOI - Paris

Créée en 2021, agréée ESUS, Clic&Moi développe des solutions de lutte contre la fracture numérique notamment dans le cadre des risques de fraudes en ligne. Située à Paris elle emploie 4 ETP. La subvention TP'up de 25 000 €, sera dédiée à l'accélération commerciale de l'entreprise et devrait conduire à la création de 14 postes sur les 3 prochaines années.